

"Éduquer au numérique" : les données personnelles et la "low tech"...

6-7 minutes

"L'Éducation nationale doit faire preuve d'exemplarité et pour cela proposer des outils numériques qui répondent aux besoins et sont protecteurs des données", souligne Nicolas Vauzelle, professeur de mathématiques en lycée, lors des premiers débats organisés le 11 mars 2021 par le forum in-FINE. Certains usages lors du confinement ont constitué des "points d'alerte", a rappelé la présidente du comité d'éthique des données d'éducation Nathalie Sonnac. Intervenant sur le thème de la "sobriété numérique", le DNE Jean-Marc Merriaux a souligné l'importance de "créer une culture numérique" commune.



Droits réservés - DR

Pour éviter que les enseignants se tournent vers les offres des Gafam, "l'Éducation nationale doit faire preuve d'exemplarité et, pour cela, proposer des outils qui répondent aux besoins et sont protecteurs des données".

C'est l'analyse livrée par Nicolas Vauzelle, professeur de mathématiques et RUPN au lycée Marguerite-de-Valois à Angoulême, lors de la conférence d'ouverture du forum In-FINE le 11 mars 2021 ([lire sur AEF info](#)). Évoquant un besoin de logiciels

éducatifs utilisables "très facilement", sur téléphone portable notamment, il préconise de conduire des "expérimentations ouvertes, en testant à petite échelle pour ensuite élargir".

"Nous avons poussé pour que l'Éducation nationale promeuve et développe des outils conformes au RGPD", rebondit Sophie Vulliet-Tavernier, directrice des relations avec les publics et la recherche de la Cnil. Elle rappelle qu'un "code de conduite" est en cours d'élaboration pour cadrer les offres de services proposés aux publics scolaires ([lire sur AEF info](#)). De même, le référentiel GAR ([lire sur AEF info](#)) permet au ministère de "promouvoir une régulation des outils numériques utilisables par les enseignants".

Toujours une nécessité de sensibiliser

La période du confinement avait donné lieu à des usages numériques tous azimuts, avec "à un moment donné un recours de manière assez massive" aux outils proposés par les Gafam et souvent peu respectueux de la RGPD, rappelle Nathalie Sonnac, présidente du comité d'éthique des données d'éducation institué par le MENJ ([lire sur AEF info](#)).

Des "points d'alerte" ont d'ailleurs été signalés sur l'accroissement des risques liés à la collecte des données et aux questions d'éthique qui en résultent. À cet égard, le comité avait présenté 23 recommandations lors des états généraux du numérique pour l'éducation de novembre dernier ([lire sur AEF info](#)).

"Nous devions garder le lien, on s'est laissé entraîner dans les outils que les élèves utilisaient tant que les ENT n'étaient pas fonctionnels", justifie Nicolas Vauzelle. Mais, "au fil du temps", les enseignants ont été accompagnés pour utiliser "des outils plus académiques et responsables". Si, sur les 15 premiers jours du confinement, 70 % à 75 % utilisaient des outils du marché, "et les autres rien", au fur et à mesure que les outils institutionnels ont été mis à niveau ; ceux-ci "ont été plébiscités", assure-t-il. "On est maintenant à 5 % qui n'utilisent pas les outils proposés par l'ENT, ce qui ne veut pas dire qu'on n'utilise pas, à la marge, des outils privés", ajoute Nicolas Vauzelle.

Reste qu'encore aujourd'hui "les élèves, enseignants et parents ne sont pas très conscients du caractère sensible des données personnelles", déplore Jacques-François Marchandise, délégué général de la Fing. Une sensibilisation est toujours à faire en

particulier sur le "cycle de vie de la donnée" surtout lorsqu'il est question de trajectoire scolaire ou d'orientation d'études. "Les données font l'objet de prédictif, commercial, malveillant", sans parler des "dangers" dans un contexte non-démocratique, souligne-t-il.

"Low tech" et "sobriété numérique" en éducation

"L'Éducation nationale ne peut pas tout faire seule, c'est un écosystème" et il doit réussir à "s'approprier ces questions" d'éthique, de protection des données personnelles mais aussi de responsabilité environnementale, estime le DNE Jean-Marc Merriaux. Intervenant lors d'une session consacrée à la "sobriété numérique", il a souligné que pendant trop longtemps, les acteurs de l'éducation se sont "focalisés sur la dimension technique et pas suffisamment sur la dimension culturelle" du numérique.

"Nous devons créer cette culture numérique", clame ainsi Jean-Marc Merriaux. Il faut donc une "mobilisation pour porter cette vision", à travers le forum in-FINE en particulier. Il évoque ainsi "une approche culturelle qui repose sur les libertés individuelles" avec des actions pour qu'autour de l'école les acteurs soient "en capacité de savoir protéger leurs données". Cela signifie "renforcer les compétences des élèves sur ces questions" ou encore poursuivre la certification des compétences des enseignants, deux orientations qu'il juge "essentiels".

Dépêche n° 648225